



# L'ÉVÉNEMENT

**François Moreau (Altedia)** : « Il ne faut pas rêver à un accord de fond majeur »

François Moreau est président de LHH-Altedia, le cabinet conseil en ressources humaines et communication de The Adecco Group.

**LE FIGARO.** - Les partenaires sociaux critiquent le dialogue social à la mode Macron, ne se jugeant pas suffisamment considérés. Leurs critiques sont-elles légitimes ?

**François MOREAU.** - Le président de la République semble estimer que les compromis issus des accords ou désaccords de ces dernières années n'allaient pas suffisamment loin pour permettre à l'économie française de s'adapter aux transformations profondes du travail : émergence de nouvelles formes de travail, impact démultiplié du digital et de l'intelligence artificielle et de la robotisation, dans un environnement toujours plus mondialisé. Face à de tels enjeux, le constat est patent : le dialogue social, notamment inter-professionnel, ne produisait plus ce qu'on attendait de lui.

**Quel consensus peut-il ressortir d'une réunion qui va mettre face à face Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, et Philippe Martinez, le patron de la CGT ?**

Ils peuvent parvenir à s'entendre sur la méthode ou le calendrier des discussions, voire quelques sujets ciblés, mais il ne faut pas, à ce stade, rêver à un accord de fond majeur entre organisations syndicales et patronales. En revanche, il me semble important que les discussions reprennent. Dans un contexte où les partenaires sociaux ont eu, à leurs yeux, un rôle marginal dans les réformes issues du programme présidentiel, l'arrivée d'un nouveau président au Medef offre l'opportunité de repartir sur de nouvelles bases. Je m'en félicite car nous avons besoin de syndicats et d'un patronat force de propositions, pas simplement spectateurs ou opposants de principe, mais surtout acteurs pour renouer le dialogue social.

On a vu que le président de la



COLLECTION PERSONNELLE

Les partenaires sociaux devraient se pencher sur des thématiques centrales et au cœur des préoccupations des travailleurs et du modèle du salariat

FRANÇOIS MOREAU



République a déjà des idées pour l'agenda social de l'automne, notamment une négociation sur l'assurance-chômage. Les partenaires sociaux peuvent-ils vraiment peser sur son contenu ? S'ils travaillent en commun en parvenant à dépasser certaines postures et font des propositions pertinentes, ce sera le cas. Je rappelle qu'ils ont su peser sur certaines thématiques des ordonnances, comme le rôle des branches. L'assurance-chômage a été soumise à la pression incroyable du chômage de masse et malgré les adaptations et améliorations, le paritarisme a eu souvent un coup de retard sur l'évolution du marché du travail. Nous avons besoin d'une gouvernance des règles et des dispositifs plus agiles pour mieux coller à la conjoncture et viser des résultats tangibles. Et je ne peux me résoudre à oublier ce million de jeunes qui ne sont ni en emploi ni en formation. Nous devons assurément faire quelque chose pour eux.

**De quels thèmes les syndicats et le patronat devraient, selon vous, s'emparer pour peser face à Emmanuel Macron ?**

L'objectif des partenaires sociaux est d'améliorer les conditions de travail, de créer des environnements favorables au développement de l'emploi et de coconstruire le nouvel État-providence, et pas de peser face à Emmanuel Macron : ce n'est pas un objectif en soi ou alors ils deviennent des partis politiques. Le champ des discussions entre les partenaires sociaux s'est élargi à un point où les sujets sont dilués et on ne voit plus ce qui est fondamental. Les partenaires sociaux devraient se repencher sur des thématiques centrales et au cœur des préoccupations des travailleurs et du modèle du salariat ou des autres formes de travail : qualité de vie au travail, capacité à évoluer professionnellement au long de carrières de plus en plus soumises aux aléas des transformations...

**Les partenaires sociaux veulent**

**aussi « refonder les bases du paritarisme ».**

**À quoi pensent-ils ?**

Les partenaires sociaux donnent aujourd'hui parfois l'image d'acteurs fortement sur la défensive cherchant à préserver des prérogatives historiques plus forcément compréhensibles. La difficulté est qu'ils ne sont pas d'accord entre eux sur le rôle qu'ils souhaitent exercer. Fournisseurs de services ? Force de proposition ou d'opposition politique ? Représentants des salariés ou de l'ensemble des travailleurs sous toutes les formes d'emploi ? Peut-être que le changement de direction du patronat et ces nouvelles discussions leur permettront de commencer à faire émerger un nouveau modèle, je le souhaite. Quoi qu'il en soit, évoluer vers un paritarisme plus ouvert à la prise en compte de l'intérêt de l'ensemble de la population et pas seulement des salariés me semble être une voie à explorer. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR M. L.**